

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

6 décembre 2021

---

RELATIF À LA DIFFÉRENCIATION, LA DÉCENTRALISATION, LA DÉCONCENTRATION  
ET PORTANT DIVERSES MESURES DE SIMPLIFICATION DE L'ACTION PUBLIQUE  
LOCALE - (N° 4721)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

**SOUS-AMENDEMENT**

N ° 3453

présenté par  
M. Chiche

à l'amendement n° 1185 de M. Boucard

-----

**ARTICLE 5 SEXIES**

I. – À l'alinéa 7, après le mot :

« municipal »,

insérer les mots :

« de la commune concernée ainsi que les conseils municipaux des communes concernées par les nuisances relatives auxdites installations ».

II. – En conséquence, au même alinéa, après le mot :

« motivée »,

insérer les mots :

« et concordante ».

III. – En conséquence, compléter le même alinéa par la phrase suivante :

« À défaut de délibération concordante entre la commune concernée et les conseils municipaux des communes concernées par les nuisances relatives auxdites installations, le projet d'implantation ne peut se réaliser. »

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

l'article 5 sexies tend à renforcer les pouvoirs du maire en matière d'implantation de projets éoliens sur le territoire de la commune en créant un droit de véto.

Les désagréments occasionnés par l'implantation éolienne ne concernent pas uniquement les habitantes et habitants de la commune d'implantation mais également celles et ceux des communes avoisinantes.

Cet amendement vise donc également à soumettre aux communes concernées par les nuisances du parc éolien la validation d'un projet d'implantation.

Par ailleurs, en cas d'avis non concordant entre la commune et les communes concernées par les nuisances du parc éolien, le projet ne peut se réaliser.